une chose louable, méritoire en elle-même un acte censuré par l'Eglise : une révolution par les armes.

Voilà une distinction essentielle à faire et si les fidèles l'oublie, il est du devoir des pasteurs de la leur rappeler.

Les grandes fêtes de la patrie n'ont jamais trouvé le clergé indifférent, mais comment pourrait-on lui demander d'approuver des actes qui contrediraient ses principes et ses enseignements ?

La doctrine prêchée par Mgr Lartigue en 1837 est toujours sa doctrine et lui aussi dira comme le courageux prélat qu'il ne la prêche que par un motif de conscience. Lui prêter d'autres intentions serait lui faire injure.

Oui, nous l'affirmons hautement : dans la conduite qu'il a tenue il n'a écouté qu'une chose : la voix du devoir.

* * *

L'incident relatif aux cendres de Chénier a donné lieu à de nombreux commentaires, plus que cela, à des paroles acerbes contre l'autorité religieuse. Bien des fausses nouvelles ont été répandues, plusieurs faits ont été travestis. Voici cet incident :

Monseigneur l'archevêque de Montréal qui était en visite pastorale dans le Nord de son diocèse y a été absolument étranger et tout ce que les journaux ont dit de Sa Grandeur à ce propos est inexact.

Pendant que l'on faisait des préparatifs pour la grande démonstration projetée, on est venu demander à M. le Grand Vicaire Maréchal l'autorisation d'exhumer les restes de Chénier du cimetière de St-Eustache et de les enterrer dans le cimetière de la Côte des Neiges. La permission a été accordée sur le champ.

Mais, peu de jours avant la date fixée pour la cérémonie on découvrit une chose dont la requête ne faisait aucune mention : Chénier, mort malheureusement sous le coup des censures ecclésiastiques avait été inhumé dans un terrain non béni, dans la partie du cimetière réservée aux enfants morts sans baptême.

On comprend la difficulté qui naissait de là : il n'était pas possible, pour observer les lois de l'Eglise, de permettre aujourd'hui l'inhumation sollicitée.

M. le Vicaire Général s'empressa de voir M. le curé de Notre-Dame et révoqua, comme c'était son devoir de le faire, l'autorisation qu'il avait donnée. Les membres du comité d'organisation